

GILBERT CANAMERAS

Président de l'Amrae

■ Le président de l'Amrae annonce avoir rempli les objectifs qu'il s'était fixés lors de sa nomination en juin 2011. Fier du mouvement francophone du risk management lancé l'an dernier, il revient aussi sur la création d'un club de la francophonie et l'importance qu'il pourrait avoir au niveau international.

« La gestion des risques touche une base plus large de collaborateurs »

Alors que votre deuxième mandat arrive à son terme, avez-vous atteint l'ensemble des objectifs que vous vous étiez fixés ?

Les objectifs que je m'étais fixés il y a trois ans et demi sont aujourd'hui atteints, même s'ils peuvent encore être amenés à évoluer en bien dans les années à venir. L'un des premiers était de mettre les membres de l'Amrae au centre des préoccupations. La meilleure preuve de cette réussite est notamment la mise en place du comité scientifique permanent qui fixe les sujets étudiés et autres travaux à creuser suite aux différentes suggestions des membres enregistrées précédemment dans les commissions ou lors des Rencontres de l'Amrae. Grâce à cette instance, nous avons pu actionner des projets d'envergure, qui ont ensuite émergé grâce à l'énergie des membres de l'association. Tel fut le cas avec la création du référentiel métier du risk manager, mais aussi dernièrement avec les lancements de l'indicateur des coûts des risques assurables et de la matrice des cyber-risques. Mais nous avons aussi, de

par notre organisation, pu œuvrer pour nos membres au travers d'actions de *lobbying* qui ont porté leurs fruits, notamment au niveau du chantier de la tarification intervenant dans le cadre du Gareat ou encore au niveau de la responsabilité environnementale évoquée par le projet de loi proposé par la garde des Sceaux, Christiane Taubira.

Qu'en est-il au niveau des entreprises de taille intermédiaire et de votre pari de les inclure dans la démarche de l'Amrae ?
Il y a une forte évolution du métier de risk manager dans les entreprises, quelle que soit

« Nous sommes en train de travailler sur un projet de labellisation de certaines formations initiales. »

leur taille. La naissance de la 8^e directive ou encore l'entrée en bourse de certaines de ces structures a favorisé la prise en compte de la gestion des risques dans leur stratégie qui mettent toujours plus la gestion des risques au centre de leur processus de décisions opérationnelles. Cette prise de conscience a comme résultats immédiats de faire émerger des comités des risques ou d'audit dans ces sociétés qui dans leur projet de croissance, ont besoin de protéger leurs actifs et de préserver leur trésorerie. Ces changements ont fait naître le besoin d'appartenir à une structure qui comprenne leur appréhension des risques. C'est pour cette raison que nous nous

PHOTOS: LAETITIA DUARTE



SON PARCOURS

Après une maîtrise de droit des affaires à l'université Panthéon-Assas de Paris et un DEA en études politiques, spécialisé en relations internationales,

Gilbert Canamera commence sa carrière en tant que secrétaire général de l'Inserm du Vésinet (78).

■ 1980 Responsable financier export sur le financement des grands contrats internationaux au sein de Spie Batignolles.

■ 1990 Directeur des services financiers de Spie Batignolles.

■ 1996 Directeur de la trésorerie et des financements commerciaux du groupe Schneider Electric.

■ 2001 Directeur de la trésorerie, des financements et des assurances du groupe Eramet.

■ Depuis 2010 Directeur des financements et du management des risques du groupe Eramet.

■ Depuis 2011 Président de l'Amrae.

devions d'aller à leur rencontre et avons ainsi exporté les Rencontres à Lyon. Cet événement, qui a connu un engouement certain, a aussi marqué notre première implantation régionale. Cette antenne compte déjà, au bout de deux ans, 70 adhérents. Nous avons une autre délégation dans le Grand Ouest et allons profiter des Rencontres à Cannes, pour ouvrir une nouvelle antenne en région Pa...

Quid de votre défi lié à l'international ?

Si une entreprise veut croître durablement, elle ne peut aujourd'hui se passer de l'international. C'est en tout cas ma conviction profonde. Partant de ce constat, nous devons apporter

une vision globale à nos membres à l'heure de la mondialisation. De fait, nous sommes ainsi régulièrement en relation avec plusieurs associations professionnelles présentes dans le monde entier, l'Ifrima, la fédération internationale des associations de gestion des risques et d'assurance, Ferma, la fédération européenne ou encore Parima, l'association Asie-Pacifique. Nous sommes d'ailleurs partie prenante dans chacune d'elles avec la présence de certains de nos membres dans quelques comités. Dans le cadre de nos relations avec Ferma, nous participons d'ailleurs de manière active au montage de la certification européenne, notamment avec l'appui du référentiel métier.

Les « Rencontres 2015 » vont permettre de lancer officiellement un club du risk management francophone. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Depuis plus d'un an, nous nous sommes lancés dans un mouvement qui concerne tous les pays francophones. L'idée est de partager sur la gestion des risques, d'en tirer des bonnes pratiques et d'échanger sur des retours d'expérience. Nous avons à apprendre des uns des autres. Ce mouvement a déjà testé sa popularité lors d'une première convention qui a eu lieu au Maroc et qui a réuni plus de 100 participants risk managers de différentes entreprises du Maghreb. Le Québec est

*** aussi partie prenante dans cet effort commun. L'objectif est de construire quelque chose de durable autour de cette dynamique. Nous avons donc décidé de lancer, lors de ces Rencontres à Cannes, un club de la francophonie. Il accueillera les membres de l'Amrae, mais aussi plus largement des risk managers et des associations de risk management venant de plusieurs pays et partageant un point commun : la langue française. Il sera également ouvert à tous les consultants, assureurs, experts et autres courtiers gravitant autour de la thématique de la gestion des risques. Ce club nous permettra de participer à une démarche plus globale et mondiale, en l'inscrivant en tant que membre de l'OIF (organisation internationale de la francophonie).



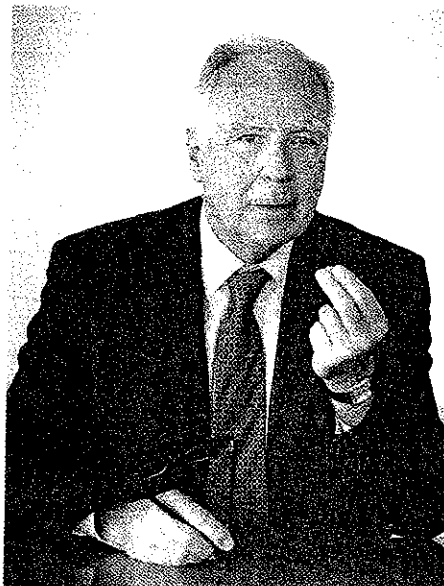
Où en êtes-vous de vos ambitieux projets sur la formation ?

Notre métier évolue et la gestion des risques commence à toucher une base plus large de collaborateurs au sein des entreprises nécessitant des outils de formation continue performants. Notre structure propose bon nombre de formations diplômantes comme le Cefar sur la stratégie de gestion des risques ou encore l'ARM, diplôme reconnu à l'international portant sur des techniques spécifiques à la gestion des risques des organisations. Preuve de son succès, nous avons été contactés par une entreprise marocaine qui avait besoin de former une quinzaine de ses salariés à cette thématique. Nous sommes aussi en train de travailler sur un projet de labellisation de certaines formations initiales dédiant un pan de leurs programmes à la gestion des risques.

Pourquoi avoir mis sur pied l'indicateur des coûts des risques assurables et la fameuse matrice des risques numériques... ?

Notre profession se financiarise de plus en plus et les risk managers doivent convaincre les directions achats ou financières de l'utilité de certaines couvertures. De plus, sur un marché compétitif comme celui de l'assurance en 2014, il faut pouvoir justifier de l'optimisation de certains programmes, du transfert ou non d'un risque que l'on décide d'auto-assurer ou de porter avec sa captive d'assurance. Le risk manager a besoin de bases pour réaliser un document de référence lui permettant d'avoir une vue globale sur les

« Les risk managers doivent de plus en plus convaincre les directions achats ou financières de l'utilité de certaines couvertures. »



coûts de gestion et de transfert. La matrice des cyber-risques poursuit aussi le même objectif. En effet, avec la définition et la délimitation de plus d'une vingtaine de cyber-risques, le gestionnaire de risques a les moyens de pouvoir évaluer leurs effets sur son activité et mesurer l'impact qu'ils auraient sur son bilan.

Cela permet également de proposer des plans de continuité efficaces et adaptés, et de formuler une demande précise au niveau des besoins de prévention et d'assurances. C'est aussi un document de référence qui sera étoffé au fur et à mesure des années.

Vous venez de présenter votre cartographie des risques au sein de votre entreprise, quelles sont les évolutions que vous avez observées ?

Déjà, avec les comités des risques mis en place dans les entreprises et la sensibilisation réalisée autour de la gestion des risques, cet outil a de plus en plus d'échos au sein même des organisations. Nous avons en outre fait des progrès au niveau de la cartographie des risques. L'analyse est de plus en plus fine en termes d'identification des risques et de leur répercussion potentielle sur l'exploitation de l'activité. Nous allons plus dans le détail, notamment au niveau des risques pays. Aujourd'hui, nous avons des éléments, des outils cartographiques et une veille pointue pays par pays, alors qu'il n'y a pas si longtemps nous étions plutôt sur une analyse par zone. Ainsi, ces données nous permettent de construire des plans d'actions adaptés et de mettre en place des programmes de prévention optimisés. Enfin, des études présentes sur le marché, notamment celles de cabinet d'audit, nous permettent de confronter nos résultats et de voir s'ils sont en adéquation avec les problématiques liés à notre marché.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR THOMAS BAUME